

## L'OFFENSIVE MACRON FRACTURE LA DROITE

► En nommant le juppéiste Edouard Philippe à Matignon, le président veut provoquer le divorce entre droite modérée et droite dure

► Plusieurs personnalités de droite devraient entrer au gouvernement ; le chef de l'Etat et le premier ministre en ont négocié le nombre

► « Ce que propose Macron, c'est du dynamitage », juge François Baroin, qui dirige la campagne des législatives de LR

► Environ 25 élus, dont l'ex-sarkozyste Gérard Darmanin ou le maire de Nice, Christian Estrosi, appellent LR à « répondre à la main tendue » par Macron

PAGES 2 À 4 ET CHRONIQUE PAGE 22



Edouard Philippe, sur le plateau de TF1, le 15 mai.  
JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/  
FRENCH-POLITICS POUR « LE MONDE »

### ITINÉRAIRE D'UN JUPPÉISTE

Edouard Philippe a toujours eu des ambitions politiques. Après avoir soutenu Michel Rocard pendant ses années de jeunesse, il rejoint la droite et Alain Juppé, qu'il appelle encore « le patron »

PAGE 3

### MERKEL BIENVEILLANTE

La chancelière, qui recevait le président français le 15 mai, n'exclut pas de changer les traités européens

PAGE 8

### UNE PREMIÈRE LOI POUR MORALISER LA VIE POLITIQUE

Le projet de loi sur la moralisation de la vie publique sera présenté avant les élections législatives

PAGE 6

## Trump a-t-il été trop bavard avec les Russes ?

► Selon le « Washington Post », le président américain a livré le 10 mai à Sergueï Lavrov des informations classifiées

► Il aurait révélé au ministre russe des affaires étrangères la préparation par l'EI d'attentats contre des avions de ligne

► La Maison Blanche dément les accusations de légèreté que des sources dans les services de renseignement confirment

► Après le limogeage du patron du FBI, ce nouvel impair entame plus encore la crédibilité de Trump

PAGE 9

### Automobile

Les excès d'émissions de diesel ont causé environ 38 000 décès en 2015

PAGE 12

### Cinéma

Pour l'ouverture de Cannes, Desplechin projette le spectre d'un premier amour

PAGE 15

### Industrie

Ford annonce la suppression de milliers d'emplois dans le monde

CAHIER ÉCO - PAGE 5

### Education

Premier bilan de la réforme du collège : une mise en place à géométrie variable

PAGE 13

### Diplomatie

Rencontre sous le signe de la conciliation entre Erdogan et Trump

PAGE 10

### Brésil

L'annus horribilis de Michel Temer

Le chef de l'Etat, Michel Temer, aux affaires depuis un an, est proche des records d'impopularité de sa prédécesseure, Dilma Rousseff, évincée après un scandale de corruption. Arrivé au pouvoir sans élection, il a dit qu'il ne serait pas candidat en 2018, alors que Lula a déjà annoncé son retour

ENQUÊTE - PAGE 14



LE REGARD DE PLANTU

**M**  
ÉDITORIAL  
WANNACRY : ÉTABLIR LES RESPONSABILITÉS  
PAGE 22 ET CAHIER ÉCO - PAGE 8

Un bonheur de cinéma. TÉLÉRAMA  
Un film bouleversant. L'OBSE  
À découvrir d'urgence. ELLE  
une famille heureuse  
un film de Nana & Simon  
67<sup>e</sup> Forum International du Film de Berlin  
sundance  
Télérama Causette ACTUELLEMENT theRocks.com memento

# Que la première dame soit notre Marianne !

Emmanuel Macron a raison de vouloir créer un statut pour l'épouse du président, qui devrait se voir confier une mission pour œuvrer à la défense de notre culture démocratique, nous disent la politologue Nicole Bacharan et l'écrivain Dominique Simonnet

Par NICOLE BACHARAN  
et DOMINIQUE SIMONNET

Un homme a été élu. Mais c'est un couple qui entre à l'Élysée. Emmanuel Macron a annoncé son intention d'en finir avec l'hypocrisie qui nie l'existence officielle de la première dame – un jour, qui sait ? du premier gentleman – tout en attendant d'elle grâce et disponibilité. Jusqu'ici, les premières dames françaises ont vécu leur rôle de « mandat » entre deux eaux, dans une opacité malsaine, sommées à la fois d'être quasi invisibles et pourtant zélées. Chacune, gênée, s'est efforcée à sa manière de soutenir le grand homme tout en restant au second plan, et de représenter le pays quand le protocole l'exigeait sans avoir pour autant de légitimité. Yvonne de Gaulle, Claude Pompidou, Anne-Aymone Giscard d'Estaing, Bernadette Chirac se sont coulées, bon gré mal gré, dans le rôle traditionnel de la maîtresse de maison et ont créé des fondations caritatives. Danièle Mitterrand a joué les rebelles, Cécilia Sarkozy a fui le château, Carla Bruni-Sarkozy a préféré la discrétion... Quant à Valérie Trierweiler, elle a été congédiée avec brutalité, et Julie Gayet a décliné le rôle... La plupart d'entre elles ont décrit le palais présidentiel, non comme un éden, mais comme une prison.

Les regards se tournent vers les États-Unis qui, croit-on, auraient plus d'expérience en la matière : quarante-deux First Ladies à ce jour. Mais, là-bas aussi, elles officient dans le flou : la Constitution américaine les ignore, et leur existence n'est reconnue que par une ligne budgétaire votée par le Congrès, qui ne précise pas pour autant leur statut. Néanmoins, la First Lady ne peut se soustraire à sa tâche. Là-bas aussi, elle doit se montrer charmante sans avoir l'air narcissique, élégante sans paraître frivole, épouse dévouée mais pas soumise. Là-bas aussi, on attend d'elle qu'elle soutienne le programme du président sans faire de politique, qu'elle soit bonne conseillère mais pas éminence grise... Tout et son contraire.

Prises dans ce piège, en permanence sous la loupe de l'opinion publique, les First Ladies américaines ont tenté à toutes les époques d'inventer leur propre rôle. Certaines ont carrément déperdi à la Maison Blanche, écrasées par le protocole ou les calomnies. D'autres, des pionnières, se sont distinguées par la force de leur influence et ont fait progresser la cause des femmes. Eleanor Roosevelt, l'icône, l'activiste, la féministe, a mené ses propres combats et transformé l'Amérique. Jackie Kennedy, outre son glamour, a donné aux arts et à la culture une forme de ministère. Edith Wilson a carrément pris le pouvoir pendant l'incapacité de son mari, mais

Hillary Clinton s'est brûlé les ailes en assumant une mission politique. Michelle Obama, elle, immensément populaire, a mis sa carrière entre parenthèses pour devenir « Maman en chef » et se consacrer à la promotion de l'éducation. Quant à Melania Trump, elle rechigne pour l'instant à endosser la charge... Les Américains, eux non plus, n'ont pas vraiment résolu la question.

Emmanuel Macron a raison : dans le cadre de la moralisation de la vie publique, un statut s'impose. Qu'on le veuille ou non, l'épouse du président est sa conseillère privilégiée, la seule qui ose encore lui parler avec franchise dans la bulle de courtoisie au cœur du pouvoir, ce qui lui vaut jalousie, soupçons et un incessant procès en illégitimité. Un statut, donc, mais lequel ?

## MOYENS CONSÉQUENTS

La première dame n'étant pas élue, elle ne saurait assumer une fonction politique. Alors que l'on se prépare à interdire aux parlementaires d'employer un membre de leur famille, elle ne peut pas non plus recevoir de rémunération de l'État. Et, même si cela heurte notre féminisme, force est de reconnaître qu'elle doit aussi, le temps de la présidence, renoncer à sa profession pour éviter tout conflit d'intérêts. Mais, pour que sa place soit reconnue, il faut la doter de moyens conséquents et d'un budget spécifique, approuvé et justifié. Une fois cela acquis, il serait choquant aujourd'hui que l'action publique de la première dame se limite à fixer le menu des réceptions et la

couleur des rideaux. On peut peut-être lui suggérer un autre rôle à jouer...

Parmi les profondes fractures qu'ont révélées ces dernières élections et qui expliquent la montée des colères et des extrêmes, il est une faille béante : la grande méconnaissance de ce bien si précieux qu'est la démocratie. Comme aux États-Unis, ce ne sont pas seulement les plus pauvres, les déclassés, qui cèdent aux sirènes du populisme, mais souvent (pas toujours) les moins éduqués. Les jeunes gens qui voulaient casser le « système », « essayer » l'extrême droite ou l'extrême gauche, n'ont visiblement pas conscience de ce que cela impliquerait. Vivre dans un pays où on peut dire ce que l'on pense, s'opposer sans craindre d'être réveillé à l'aube par des hommes en armes, écrire, penser, aimer qui l'on veut, est un privilège qui leur semble acquis. C'est aussi par ignorance que certains, au second tour, ont pu renvoyer dos à dos le social-libéralisme du nouveau président et le populisme hérité du fascisme de Marine Le Pen.

À l'évidence, la France souffre d'un grave déficit de culture démocratique. D'urgence, il faut mieux enseigner, mieux raconter, mieux expliquer l'histoire de nos libertés, les débats d'idées qui l'ont jalonnée et qui sont toujours d'actualité, toutes les batailles livrées au nom de nos valeurs... Il faut alerter sans complaisance sur ce que furent les régimes totalitaires, les camps de la mort, le goulag stalinien, le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle en Chine, les crimes des Khmers rouges et de tant d'autres, toujours perpétrés au nom de l'intérêt du « peuple ».

**IL SERAIT CHOQUANT  
QUE SON ACTION  
PUBLIQUE SE LIMITE  
À FIXER LE MENU  
DES RÉCEPTIONS  
ET LA COULEUR  
DES RIDEAUX**

Pourquoi la première dame ne s'emparerait-elle pas de cette grande cause-là : la défense de notre culture démocratique, en lançant des initiatives dans tous les domaines, éducatif, artistique, culturel, pour la promouvoir, la diffuser, la magnifier, et en faisant de l'Élysée non pas le palais du monarque mais le cœur palpitant de la démocratie française ?

Toutes ces pistes restent à préciser bien sûr. Brigitte Macron, femme cultivée, engagée dans le combat politique, pédagogue qui plus est, semble la personnalité idéale pour inventer ce nouveau rôle. Les États-Unis ont pour symbole l'Oncle Sam qui, aujourd'hui, fait mauvaise figure. Nous avons Marianne. Ne la réduisons pas à un buste dans les mairies. Que notre président confie à sa partenaire de vie et de politique une mission pour la promotion de la culture démocratique, que la première dame soit notre Marianne ! ■

**Nicole Bacharan**  
est historienne  
et politologue  
**Dominique Simonnet**  
est essayiste et écrivain.  
Ils sont notamment  
les auteurs de « First  
Ladies » (Perrin, 2016)

## CARTE BLANCHE – SERGUEI | Quand l'amour s'en mêle



## N'accordons pas de statut officiel à l'épouse du président

Pour la philosophe Catherine Colliot-Thélène, donner une assise institutionnelle à la première dame revient à mettre en scène une représentation archaïque des relations entre les femmes et les hommes

Par CATHERINE COLLIOT-THÉLÈNE

La Constitution de la V<sup>e</sup> République n'a rien prévu pour la « première dame ». Lui donner un « statut » est une invention du journalisme, inspirée du modèle américain. « Tante Yvonne » n'était que la femme de De Gaulle, sans attributions particulières. C'est en 2010 seulement qu'il a été fait mention, pour la première fois, sur le site de l'Élysée de la « première dame ». Invention récente, donc, même si elle est souvent présentée comme une « coutume républicaine ». Avant même que l'expression n'apparaisse sur le site de l'Élysée, la pratique avait déjà offert à la femme d'un président bigame une certaine reconnaissance en valorisant ses engagements caritatifs. Quelques années plus tard, le

thème de la « première dame » a surtout nourri les rubriques people des médias, qu'il s'agisse du divorce de Nicolas Sarkozy et de son remariage avec Carla Bruni ou, en ce qui concerne François Hollande, des péripéties de sa relation avec Valérie Trierweiler. On aurait pu espérer que ce dernier épisode ait signé la fin de la « première dame ».

En quoi l'attribution de fonctions quasi officielles à un individu au nom des relations privées qu'il – ou plutôt elle – entretient avec un responsable politique élu a-t-elle un caractère républicain ? Les épouses des présidents de la République assument, nous dit-on, des fonctions de « représentation » et s'engagent pour des causes d'intérêt général, qui relèvent la plupart du temps du caritatif. Il n'est interdit à personne d'user de sa notoriété pour défendre une cause, quelle qu'elle

soit. Mais cela relève de l'engagement individuel, auquel il n'est aucune nécessité de donner une justification et une assise institutionnelle, dans le cas de la campagne ou (si le cas se produit un jour) du compagnon du chef de l'État, pas plus que dans n'importe quel autre cas.

### SACRIFIER À UN RITUEL SOCIAL

Que cette compagnie, ou ce compagnon, bénéficie de protections, rendues nécessaires par son exposition particulière à d'éventuelles menaces, est autre chose. Je suppose que le mari d'Angela Merkel, en Allemagne, est aussi un peu plus étroitement protégé que le citoyen ordinaire. Mais qui de nous connaît son nom, sa profession, qui serait même capable de le reconnaître ? Il accompagne à l'occasion sa femme dans certaines rencontres officielles et déjeune ou dîne avec les épouses des autres dirigeants politiques, tandis que les responsables politiques se réunissent de leur côté pour discuter des affaires du monde. Manière simplement de sacrifier pour la forme à un rituel social dont l'intérêt politique est parfaitement nul. On peut admettre aussi – soyons pragmatiques –

que le conjoint du chef de l'État dispose d'un secrétariat pour répondre aux sollicitations dont il sera l'objet. Ce secrétariat pourrait cependant être très réduit, puisque sa seule tâche – en toute logique républicaine – devrait consister à renvoyer les solliciteurs aux organes compétents pour traiter de leurs problèmes.

Emmanuel Macron a exprimé le souhait que le statut de la première dame ou du premier homme fasse l'objet d'un éclaircissement. Nul besoin de souligner le ridicule de l'expression « premier homme », qui n'a pour but que de créer une symétrie totalement illusoire. On peut supposer que si d'aventure une femme occupait un jour la fonction présidentielle en France, son époux ou son compagnon aurait lui-même une profession ou des occupations personnelles qu'il n'aurait pas l'intention d'abandonner et qui ne lui laisseraient pas le loisir de se consacrer à des fonctions de représentation ou de s'engager « au service de causes d'intérêt général » autres que celles pour lesquelles il le serait éventuellement déjà à titre privé. Que la notoriété qu'il tiendra de sa relation maritale, ou quasi maritale, avec le chef de l'État donne un

peu plus de visibilité à ces engagements, soit ! Encore que je trouve douteuse l'exploitation des relations familiales dans les engagements humanitaires, politiques ou autres. En matière de « coutume républicaine », il me paraît indispensable que chaque individu ne témoigne que pour lui-même, ou bien pour un collectif qui l'a désigné comme son représentant.

Dans le programme distribué aux électeurs au nom d'Emmanuel Macron figure la promesse de « faire de l'égalité entre les femmes et les hommes notre grande cause nationale ». Le fait de mettre sa femme en scène dans une fonction de soutien et d'assistance du grand homme – un rôle très conforme à une représentation traditionnelle, voire éculée, des relations hommes-femmes dans nos sociétés – et l'intention annoncée d'institutionnaliser cette fonction, sous prétexte de la clarifier, démentent d'entrée de jeu la sincérité de cette promesse. ■

**Catherine Colliot-Thélène** est professeure émérite de philosophie à l'université de Rennes